

BRÈVES AGRICOLES

Brésil

Une publication du SER de Brasilia
Décembre 2024

Focus : L'accord UE-Mercosur : réactions au Brésil

Le 6 décembre 2024, les chefs d'État des pays du Mercosur et Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, ont annoncé l'aboutissement des négociations sur un accord de libre-échange entre les deux blocs. L'annonce a été faite lors d'une conférence de presse à Montevideo, en Uruguay, à l'occasion de la 65^e réunion des chefs d'État du Mercosur. Pour que l'accord entre en vigueur, il reste nécessaire que les différents États de chaque bloc le ratifient, un processus qui pourrait prendre plusieurs années.

Les membres du gouvernement brésilien et du Congrès ont salué la conclusion de cet accord commercial. Le vice-président et ministre de l'Industrie et du Commerce, Geraldo Alckmin, ainsi que le ministre de l'Agriculture, Carlos Fávaro, ont souligné que les termes de l'accord étaient favorables à la fois à l'agro-industrie et à l'industrie brésilienne.

Selon Geraldo Alckmin, une fois pleinement mis en œuvre, cet accord pourrait entraîner une augmentation significative des exportations brésiennes vers l'UE : +6,7 % pour l'agriculture, +14,8 % pour les services, et +26,6 % pour l'industrie manufacturière. De son côté, Carlos Fávaro a insisté sur les bénéfices pour l'agro-industrie brésilienne. « Cet accord offre davantage de liberté commerciale avec, par exemple, la suppression des droits de douane pour les fruits, le café et d'autres produits brésiliens. Il prévoit également des quotas avantageux pour des produits comme le sucre, la viande de poulet, le bœuf et l'éthanol. Nous allons démontrer notre compétence et tirer profit de cet accès à un marché stratégique aussi important que l'Union européenne », a déclaré le ministre (articles [ici](#) et [ici](#)).

L'association brésilienne des industries exportatrices de viande (ABIEC) a qualifié cet accord de jalon historique dans les relations entre l'Union européenne et le Mercosur, avec le potentiel de transformer durablement les échanges commerciaux entre les deux régions (article [ici](#)).

L'association brésilienne des protéines animales (ABPA), a célébré l'annonce de la signature. Selon le président de l'association Ricardo Santin : « La consolidation de l'accord ouvre de nouvelles opportunités d'expéditions vers le marché européen, à des conditions plus avantageuses que les quotas actuels pour les expéditions de produits brésiliens vers l'Union européenne. Les quotas actuels seront maintenus et les nouveaux quotas établis par l'accord devront être occupés, en particulier, par les exportations de produits brésiliens » (article [ici](#))

Ouverture du secteur agricole de l'union européenne dont bénéficiera le MERCOUR : les principaux produits (article [ici](#))

Produit	Traitement
Viande bovine	99 000 tonnes (poids carcasse), 55 % réfrigérée et 45 % congelée. Droits de douane intra-quota de 7,5 %, volume croissant en 6 étapes. Contingent Hilton (10 000 tonnes) : les droits de douane passeront de 20 % à 0 % à l'entrée en vigueur de l'accord.
Viande de volaille	180 000 tonnes (poids carcasse), droits de douane intra-quota à zéro. 50 % avec os et 50 % désossée, volume croissant en 6 étapes.
Viande porcine	25 000 tonnes, droits de douane intra-quota de 83 euros/tonne, volume croissant en 6 étapes.

Produit	Traitement
Sucre	180 000 tonnes, droits de douane intra-contingent à zéro dès l'entrée en vigueur de l'accord. Contingent spécifique pour le Paraguay : 10 000 tonnes, droits intra-contingent à zéro.
Éthanol	450 000 tonnes d'éthanol industriel, droits de douane intra-quota à zéro dès l'entrée en vigueur. 200 000 tonnes pour d'autres usages (y compris carburant), droits intra-contingent réduits à 1/3 du tarif européen (6,4 ou 3,4 €/hectolitre), volume croissant en 6 étapes.
Riz	60 000 tonnes, droits de douane intra-quota à zéro dès l'entrée en vigueur de l'accord, volume croissant en 6 étapes.
Miel	45 000 tonnes, droits de douane intra-quota à zéro dès l'entrée en vigueur de l'accord, volume croissant en 6 étapes.
Maïs et sorgho	1 million de tonnes, droits de douane intra-quota à zéro dès l'entrée en vigueur de l'accord, volume croissant en 6 étapes.
Jus d'orange	Suppression des droits de douane en 7 à 10 ans avec une marge de préférence de 50 %.
Cachaça	Les bouteilles de moins de 2 litres seront libéralisées en 4 ans. La cachaça en vrac disposera d'un contingent tarifaire de 2 400 tonnes avec droits de douane intra-quota à zéro, volume croissant sur 5 ans (actuellement : 8 % environ).
Fromages	30 000 tonnes avec un volume croissant et une diminution progressive des droits de douane intra-contingent sur 10 ans (exclusion de la mozzarella).
Yaourts	Marges de préférence de 50 %.
Beurre	Marges de préférence de 30 %.
Fruits	Fruits tels que avocats, citrons, limes, melons, pastèques, raisins de table et pommes : sans contingents, avec suppression complète des droits de douane.

Photo du mois

Le 6 décembre 2024, les chefs d'État des pays du Mercosur et Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, ont annoncé l'aboutissement des négociations sur un accord de libre-échange entre les deux blocs



Crédits photo: ©Ricardo Stuckert / PR, Agencia Brasil [ici](#)

Exportations

Les exportations brésiliennes de fruits atteignent des sommets

La récente conclusion des négociations sur l'accord commercial entre le Mercosur et l'Union européenne, début décembre, qui éliminera les droits de douane sur les fruits, ouvre de nouvelles perspectives pour les exportations de fruits brésiliens.

En 2022, les exportations ont déjà atteint un record avec 1,2 milliard de dollars de ventes internationales. Depuis 2023, sept nouveaux marchés ont été ouverts aux fruits brésiliens grâce à des accords commerciaux, et douze autres sont actuellement en négociation, selon Abrafrutas, l'association nationale des producteurs de fruits. Parmi les fruits les plus prisés à l'étranger en 2023 figurent la mangue, le melon et le raisin, qui ont dominé les exportations. Cette année, les agrumes, en particulier les différents types de citron, se distinguent également par leurs performances prometteuses.

Cependant, malgré ces succès, les exportations restent modestes en comparaison de la production nationale. Avec une récolte estimée à 43 millions de tonnes en 2023, le Brésil est le troisième producteur mondial, après la Chine et l'Inde. Pourtant, seulement 1 million de tonnes, soit 2,3 % de la production totale, ont été exportées.

La Chine, perçue comme la nouvelle frontière à conquérir, représente à la fois une opportunité et un défi de taille pour les producteurs brésiliens souhaitant élargir leur portée sur ce vaste marché (article [ici](#)).

Le ministère chinois du Commerce lance des investigations sur les importations de viande bovine

Le gouvernement brésilien a annoncé, via une note officielle du ministère de l'Agriculture, avoir pris connaissance de la communication du ministère chinois du Commerce concernant l'ouverture, le 27 décembre, d'une enquête visant à l'application de mesures de sauvegarde sur les importations de viande bovine. Ces investigations portent sur tous les pays exportateurs de viande bovine vers la Chine.

La note rappelle que la Chine est la principale destination des exportations brésiliennes de viande bovine, s'étant

consolidée ces dernières années comme le plus grand partenaire commercial du Brésil dans le secteur des protéines animales. En 2024, les exportations brésiliennes de viande bovine vers la Chine ont dépassé un million de tonnes, enregistrant une hausse de 12,7 % par rapport à la même période en 2023. Par ailleurs, la note souligne que « le gouvernement brésilien en association avec le secteur exportateur cherchera à démontrer que la viande bovine brésilienne exportée vers la Chine ne cause aucun préjudice à l'industrie locale. Au contraire, elle constitue un élément crucial de complémentarité avec la production chinoise. Le gouvernement brésilien réaffirme son engagement à défendre les intérêts de l'agrobusiness brésilien, tout en respectant les décisions souveraines de son principal partenaire commercial et en privilégiant un dialogue constructif pour trouver des solutions mutuellement avantageuses ».

De plus, selon Roberto Perosa, président de l'Association brésilienne des industries exportatrices de viande (ABIEC), « c'est une affaire à long terme, car il faudra environ un an pour obtenir une décision concernant cette enquête. Le document évoque une durée initiale de huit mois renouvelables, ce qui semble insuffisant pour mener une étude avec toutes les informations nécessaires » Enfin, dans un communiqué, l'Association brésilienne des abattoirs (Abrafrigo), une autre entité du secteur, a déclaré que le commerce de la viande bovine avec l'Asie se poursuivait normalement.

Filières

Les filières volaille et porcine devraient terminer l'année 2024 avec une production et des exportations de viande record

L'Association brésilienne des protéines animales (ABPA) a publié, le jeudi 12 décembre, ses projections concernant la production, les exportations et la consommation intérieure de poulet, de porc et d'œufs, ainsi que les perspectives pour l'année 2025. Par ailleurs le Brésil est le premier exportateur mondial de viande de volaille et le quatrième pour la viande porcine. Selon l'ABPA, le Brésil atteindra en 2024 des niveaux historiques de production et d'exportation dans les filières volaille et porcine. La production de viande de volaille

devrait croître de 1,1 % par rapport à 2023, atteignant environ 15 millions de tonnes, tandis que les exportations progresseraient de 3,1 %, pour un total de 5,3 millions de tonnes. Du côté de la viande porcine, la production devrait augmenter de 3,8%, pour s'établir à 5,35 millions de tonnes, tandis que les exportations enregistreraient une forte hausse de 9,8 %, atteignant 1,35 million de tonnes. Pour ce qui est de la production d'œufs, elle devrait s'élever en 2024 à 57,6 Md d'unités ce qui représente une augmentation sur un an de 9,8%.

Ricardo Santin, président de l'ABPA, a néanmoins souligné la baisse des achats de la Chine, principal client du Brésil. En 2024, les importations chinoises devraient diminuer de 19 % pour la viande de volaille et de 38 % pour la viande porcine. Toujours selon Ricardo Santin, malgré ce recul, la croissance des exportations brésiliennes a été portée par l'ouverture de nouveaux marchés et le renforcement des échanges avec des partenaires commerciaux existants.

L'ABPA présente également les perspectives pour 2025, anticipant une nouvelle augmentation de la production et des exportations de viandes de volaille, de porc et d'œufs (article [ici](#)).

5%

C'est l'augmentation du PIB de l'agro-négoce prévu par la CNA en 2025

La valeur brute de la production agricole devrait augmenter de 5% en 2025, selon les estimations de la Confédération National de l'Agriculture (CNA)

Le 11 décembre la Confédération nationale de l'agriculture (CNA) a publié son rapport sur le bilan 2024 et les perspectives de 2025.

La CNA fait le bilan qu'en 2024, le Produit Intérieur Brut (PIB) du secteur agroalimentaire pourrait augmenter jusqu'à 2 % (atteignant 2,72 trillions de réais), inversant ainsi la tendance à la contraction de l'indicateur. L'amélioration des prix de certains produits agricoles, en particulier dans la filière bovins viande, devrait permettre cette inversion.

En 2025, la valeur brute de la production agricole devrait augmenter de 5%, atteignant un revenu de 1430 Md BRL. Selon la CNA, cette croissance sera due à l'augmentation de la production agricole primaire, tirée principalement par les céréales, à la croissance de l'industrie des intrants et à l'agro-industrie d'exportation (articles [ici](#) et [ici](#)).

Agriculture et environnement

Lancement de la plateforme Agro Brasil + Sustentável

Le 19 décembre 2024, le ministère de l'Agriculture et le Service national de traitement des données (Serpro) ont signé un arrêté officialisant le lancement de la plateforme Agro Brasil + Sustentável (Agro Brésil + Durable). Cet environnement numérique, spécialement conçu pour le secteur agroalimentaire brésilien, vise à centraliser et à qualifier les données environnementales liées aux propriétés rurales. La plateforme offre aux producteurs ruraux un accès intégré à diverses bases de données, leur permettant de regrouper et de consulter toutes les certifications environnementales de leurs propriétés en un seul endroit. Lors de l'événement de lancement, un représentant du ministère a déclaré : « La plateforme Agro Brasil + Sustentável modernise et consolide une base de données qui, jusqu'à présent, était fragmentée. Cet outil, basé sur une utilisation volontaire, est conçu pour simplifier la vie des producteurs en leur offrant une solution pratique et sécurisée pour prouver les différentes conformités requises par le marché. Cette interface évoluera et s'adaptera en fonction des besoins du secteur productif » (article [ici](#)).

L'ouest de Bahia dépasse le Minas Gerais et devient le plus grand centre d'irrigation à pivot central du Brésil

L'irrigation à pivot central au Brésil a connu une forte croissance depuis 2010, passant d'une superficie irriguée de 851 000 hectares à 2,2 millions d'hectares en 2024, selon une étude de l'Embrapa. Au cours des deux dernières années, la superficie irriguée par ce système a progressé de 14 %, avec l'installation de 3 800 nouveaux pivots centraux, portant le total à près de 34 000 équipements en 2024.

L'ouest de l'État de Bahia est désormais le principal centre d'irrigation à pivot central du pays, dépassant la région nord-ouest de l'État de Minas Gerais. Les États de Minas Gerais, Bahia et Goiás concentrent les plus grandes superficies de cultures irriguées par cette technologie du Brésil.

Cependant, la majeure partie de la production agricole du Brésil dépend des précipitations. A l'échelle mondiale, les surfaces irriguées brésiliennes demeurent limitées. Avec environ 9,2 millions d'hectares irrigués, tous systèmes confondus (goutte-à-goutte, inondation, arrosage conventionnel, etc.), le Brésil représente 2,6 % de la superficie irriguée mondiale. À titre comparatif, les zones irriguées du Brésil sont trois fois moins vastes que celles des États-Unis et huit fois plus réduites que celles de la Chine et de l'Inde (article [ici](#)).

Les Terres Indigènes d'Amazonie jouent un rôle crucial dans les précipitations qui irriguent 80 % des activités agricoles et d'élevage au Brésil

Selon une note technique publiée par un groupe de recherche en écologie tropicale de l'Institut Serrapilheira, dans le cadre des discussions sur la démarcation des terres indigènes à la Cour suprême fédérale, les Terres Indigènes (TI) d'Amazonie jouent un rôle essentiel dans le cycle des précipitations qui alimentent 80 % des zones agricoles et d'élevage du pays. Ce phénomène est lié aux « rivières volantes » : l'humidité recyclée par les forêts des terres indigènes amazoniennes est transportée par l'atmosphère et se transforme en pluies dans d'autres régions du Brésil.

L'agriculture et l'élevage, qui figurent parmi les secteurs les plus consommateurs d'eau au Brésil, dépendent directement de ces précipitations, condition essentielle à leur développement. En 2021, le revenu économique généré par le secteur agricole dans les 9 États bénéficiant le plus de ces pluies d'origine amazonienne (dont plus de 9 % des précipitations dépendent directement des Terres Indigènes) a atteint 338 milliards de réais, représentant environ 57 % du revenu agricole national, souligne la note. Dans certaines régions de ces États jusqu'à un tiers des pluies proviennent des TI d'Amazonie légale.

Par ailleurs, l'agriculture familiale, qui constitue plus de 50 % de la valeur totale de la production dans plusieurs de ces États,

bénéficie également de ces précipitations. Les auteurs rappellent que la majeure partie de la production issue de ces petits exploitants est destinée au marché intérieur, ce qui fait des pluies issues des terres indigènes un facteur clé pour la sécurité alimentaire nationale.

Finalement, la note met en garde contre les risques liés au déboisement et à la dégradation des forêts dans les terres indigènes amazoniennes. Ces pratiques réduisent les précipitations, menaçant gravement la sécurité hydrique, alimentaire, énergétique et économique du pays (articles [ici](#) et [ici](#)).

En une décennie, le manque de précipitations a causé des pertes de 80 milliards de dollars dans la culture du soja, selon une étude

En dix ans, le manque de précipitations a entraîné des pertes de 80 milliards de dollars dans la culture du soja dans les cinq États qui dominent la production d'oléagineux au Brésil. Pour évaluer ces pertes, le chercheur José Renato Farias, de l'Embrapa Soja, qui coordonne le zonage des risques climatiques agricoles (Zarc), a analysé les performances des cultures entre les récoltes 2014/15 et 2023/24 dans les États du Mato Grosso, Mato Grosso do Sul, Goiás, Rio Grande do Sul et Paraná, qui représentent 75 % de la production nationale de soja. Par ailleurs, il est à noter que 95% de la surface plantée de soja n'est pas irriguée et dépend uniquement des pluies. Selon le chercheur, l'impact économique est encore plus important, car le soja joue un rôle clé dans les coûts de production d'autres secteurs agricoles, tels que l'élevage porcin et la filière avicole (article [ici](#)).

L'association Mapbiomas lance une nouvelle plateforme dédiée au financement du crédit rural

Mapbiomas est une initiative associative visant à produire et regrouper des données sur l'utilisation des terres. Le 19 décembre, l'association a lancé le *Moniteur de Crédit Rural*, une plateforme conçue pour renforcer la transparence et l'accessibilité des données sur l'utilisation des ressources publiques. Cet outil fournit des informations claires et facilement accessibles aux gestionnaires du secteur agricole, aux institutions financières, aux

organismes publics, aux chercheurs, ainsi qu'à la société civile dans son ensemble. L'un des résultats révélés par cette plateforme est que plus de 88 000 opérations de crédit (soit 2,4 % opérations de crédits et 6,7% des financements réalisés sur la période) ont été associées à des déboisements chevauchant les parcelles financées entre 2019 et 2024. Cela représente un total de 9,8 millions d'hectares, soit 8,4 % de la superficie totale financée par des ressources publiques (article [ici](#)).

Actualités sanitaires et phytosanitaires

La Collaboration brésilienne pour le Bien-être Animal (COBEA) a organisé un webinaire

Lors d'un webinaire organisé par la COBEA, intitulé « Le bien-être animal dans une nouvelle ère ESG », des spécialistes ont débattu du sujet et des avancées du Brésil dans le secteur des protéines animales et des rations. Un consensus a émergé de ces discussions : les pratiques de bien-être animal doivent être mises en œuvre dans un environnement de collaboration entre les entités publiques et privées, ainsi qu'avec les autres acteurs du secteur productif (article [ici](#)).

Importation d'animaux au Brésil : fonctionnement de la quarantaine porcine

Le Brésil, quatrième producteur et exportateur mondial de viande de porc, est également un acteur majeur dans l'exportation de matériel génétique. Toutefois, pour des raisons commerciales et pour le renouvellement génétique, le pays importe périodiquement des porcs vivants, principalement des mâles, provenant d'autres pays. Ces importations sont soumises à une autorisation préalable du ministère de l'Agriculture (MAPA), et les animaux doivent obligatoirement passer par une quarantaine sur le territoire brésilien. Cette mesure vise à prévenir toute contamination par des agents pathogènes responsables de maladies inexistantes ou sous contrôle au Brésil. Depuis 2014, l'entrée de porcs vivants au

Brésil n'est autorisée que par un point unique : la Station de Quarantaine de Cananéia (ETC). Cet établissement, créé en 1971 par le MAPA, est situé sur l'île de Cananéia, sur la côte de l'État de São Paulo, à 261 km de la ville de São Paulo (article [ici](#)).

Lancement d'un plan national d'identification individuelle des bovins et buffles

Le 17 décembre 2024, le ministre de l'Agriculture, Carlos Fávaro, accompagné de représentants du secteur privé, a lancé le Plan national d'identification individuelle des bovins et buffles (PNIB). Ce programme vise à améliorer la traçabilité grâce à un système d'identification individuelle permettant d'enregistrer l'historique des déplacements et la position de chaque animal à partir du premier mouvement. Selon le ministère, cette mesure renforcera les programmes de santé animale, augmentera la capacité d'intervention en cas d'épidémies et consolidera l'engagement du Brésil à respecter les normes sanitaires des marchés internationaux. Le ministre Fávaro a déclaré : « Nous n'ajoutons aucune charge supplémentaire sur les épaules des éleveurs brésiliens. En réalité, nous valorisons ce qu'ils font déjà, en créant un système de traçabilité unique au monde. En matière de contrôle sanitaire, social et environnemental, la réglementation brésilienne est la plus exigeante au niveau mondial. »

La mise en œuvre du plan se fera progressivement sur sept ans : entre 2024 et 2026, une base de données nationale sera construite ; entre 2027 et 2029, l'identification individuelle des animaux sera déployée, avec pour objectif de couvrir l'ensemble du troupeau d'ici 2032 (article [ici](#)).